

Communiqué

QUE LE 18 MARS 2014 SOIT UNE BELLE JOURNEE DE REVENDICATIONS SOCIALES !

La Convergence appelle toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans son combat à se mobiliser pour que la journée unitaire de grève et de manifestation du 18 Mars 2014, décidée par la CGT, FO, la FSU et SOLIDAIRES soit un succès.

Les cadeaux au patronat sous forme d'exonérations de cotisations se succèdent et se conjuguent aux aides directes sous prétexte d'assurer la compétitivité des entreprises, ainsi qu'aux coupes sombres dans les dépenses publiques.

Cette politique qui illustre une continuité plutôt que le changement promis, a fait la preuve de son inefficacité au regard des conditions d'existence du plus grand nombre : l'économie française s'affaiblit, le chômage et la pauvreté s'aggravent, les dividendes versés aux actionnaires s'envolent !

En revanche l'outil de solidarité qu'est la Sécurité Sociale continue d'être démolie au profit des Assurances privées, les Services Publics et la Fonction Publique vont de nouveau régresser alors que l'Hôpital Public est en crise, que l'accès aux soins est de plus en plus inégalitaire, que l'Education Nationale peine à remplir sa mission de formation élevée et qualifiante pour toutes et tous et que le ferroviaire est sous le coup de la mise en concurrence votée ces jours-ci par la majorité du Parlement Européen, pour s'en tenir aux exemples les plus d'actualité !

Ainsi, plusieurs dizaines de milliards iront grossir des intérêts privés, plutôt que d'être investis dans des activités répondant à des besoins sociaux et donc génératrices de richesses communes.
Ne supportons plus cette casse calculée et cynique des Services Publics ! Revitalisons cette ressource indispensable à l'égalité, à l'intérêt général et qui nous concerne toutes et tous, citoyen-ne-s travaillant dans le privé comme dans le public, actives et actifs comme retraité-e-s.

OUI , le 18 Mars, soyons toutes et tous ensemble dans la grève et dans la rue avec les forces syndicales pour refuser l'austérité, l'asphyxie des politiques publiques au service des droits et des besoins sociaux, pour l'emploi, les salaires, et d'autres choix que ceux dictés par le MEDEF et qui pénalisent le peuple !